

Juncker : « La Grèce doit respecter l'Europe »

Après le choc de la victoire d'Alexis Tsipras à Athènes, le président de la Commission européenne a accordé un entretien exclusif au « Figaro ».

LE FIGARO.- Le prochain sommet européen va accueillir un anticonformiste, Alexis Tsipras. Comment allez-vous le convaincre de ne pas « casser la baraque » ?

Jean-Claude JUNCKER.- Je ne suis pas sûr qu'il en ait envie. Et j'attends qu'il nous soumette rapidement la liste de ses requêtes, de ses desiderata. Il ne faut pas réagir à des propos de campagne, mais à un programme de gouvernement. Je lui ai parlé lundi. Il m'a dit qu'il ne se voyait pas comme un danger, mais comme un défi pour l'Europe. Ce à quoi j'ai répondu que l'Europe n'est pas un danger pour la Grèce, mais un défi. Alexis Tsipras jure que la Grèce n'acceptera plus l'austérité. Les pays de l'euro répondent qu'il n'y aura plus de crédit si la Grèce s'affranchit de ses engagements.

Comment réconcilier les deux ?

Le point de départ, ce sont les règles fixées d'un commun accord, entre la Grèce et l'UE. Athènes a accepté deux plans d'ajustement (de redressement, NDLR), elle doit s'y sentir tenue. Il n'est pas question de supprimer la dette grecque. Les autres pays de la zone euro ne l'accepteront pas. Les taux d'intérêt ont déjà été réduits, les échéances allongées. Fin 2012, l'Eurogroupe a préfiguré d'autres assouplissements, dès que la Grèce obtiendrait un excédent budgétaire, hors service de la dette. Nous en sommes là. Et nous verrons ce qu'il en est quand le gouvernement Tsipras aura présenté son programme de gouvernement. Dire qu'un monde nouveau a vu le jour après le scrutin de dimanche n'est pas vrai. Nous respectons le suffrage universel en Grèce, mais la Grèce doit aussi respecter les autres, les opinions publiques et les parlementaires du reste de l'Europe. Des arrangements sont possibles, mais ils n'altéreront pas fondamentalement ce qui est en place.

La « troïka » des créanciers, honnie en Grèce, peut-elle retourner à Athènes ?

C'est un élément du débat. La Commission n'est pas seule à décider et il est trop tôt pour le faire. Je ne vois pas la « troïka » UE-BCE-FMI revenir rapidement à Athènes. Ce pourrait être ressenti comme une provocation par l'opinion grecque. Le contact doit se faire à l'échelon politique. Le président de l'Eurogroupe Jeroen Dijsselbloem se rend à Athènes ce vendredi. Je recevrai Alexis Tsipras ici, la semaine prochaine. Que faut-il lui offrir lorsqu'il exige une amélioration immédiate du sort des Grecs ? Les symboles ne se substituent pas à la réalité.

L'Europe s'appuie sur une doctrine, des accords, une jurisprudence. Ce n'est pas à nous de faire des offres prématurées. Il faut d'abord appliquer ce que nous partageons. À l'échelon européen, nous avons changé beaucoup de choses depuis trois mois : la « flexibilité » budgétaire et le plan d'investissement de 315 milliards, afin de compléter le « tandem » redressement-réformes par un soutien à la croissance et de l'emploi. La Grèce peut en tirer tout le profit. Mais dire que tout va changer parce qu'il y a un nouveau gouvernement à Athènes, c'est prendre ses désirs pour des réalités. Nous voulons que la Grèce soit un acteur constructif dans l'euro et dans l'UE.

Comment l'Europe démocratique doit-elle traiter un pays qui décide démocratiquement de sortir du rang ?

Il ne peut pas y avoir de choix démocratique contre les traités européens. On ne peut pas sortir de l'euro sans sortir de l'Union européenne. À l'inverse, pour revenir, il faudrait que les 28 parlements nationaux soient d'accord, avec traité d'adhésion et ratifications idoines. C'est une pure spéculation. Le débat sur la sortie de la Grèce de la monnaie commune est un faux débat. Vous dénoncez régulièrement le populisme, à droite comme à gauche.

Mais n'est-ce pas l'Europe - ou la perception qu'en ont les Européens - qui nourrit aujourd'hui le populisme ?

L'Europe est en mal d'explication. L'Europe doit être ambitieuse sur les grands sujets et modeste, voire timide sur les petits dossiers. Justifier l'Europe par les deux grandes tragédies du XXe siècle ne suffit plus aujourd'hui aux jeunes Européens. Il faut expliquer qu'elle est une nécessité absolue de leur existence collective et individuelle. Nous sommes le continent le plus petit, nous pesions 20 % de la population mondiale en 1900, nous compterons à peine pour 4 % en 2100. Aucun pays de l'UE ne pourra plus faire partie du G7, le club des puissants, d'ici une trentaine d'années. L'heure n'est sûrement pas à la désintégration.

Vous avez promis une nouvelle stratégie européenne de sécurité contre le terrorisme. Quand la verrons-nous ?

Je l'avais annoncée avant les attaques à Paris, ce sera fait d'ici l'été. Quant au registre européen des passagers (PNR), nous en discuterons au sommet du 12 février. La Commission y travaille, et nous agissons avec le Parlement européen, pas contre lui. La situation est trop sérieuse pour faire cadeau aux terroristes d'un abandon de nos valeurs et nos principes.

Faut-il changer les règles de Schengen ? Ou simplement durcir leur application ?

On fait un mauvais procès au système Schengen. Les tueurs à Paris et ailleurs n'étaient pas en France parce que l'Europe serait une passoire. Le système Schengen permet aux États membres d'introduire des contrôles à leurs frontières, si la nécessité s'en fait sentir.

Après les attaques de Paris, François Hollande jouit d'un spectaculaire regain de popularité. Doit-il en profiter pour accélérer les réformes que l'UE prescrit à la France ?

D'abord je voudrais dire mon admiration pour François Hollande, Manuel Valls et Bernard Cazeneuve. Après les attaques, ils ont agi en hommes d'État responsables. L'action fut exemplaire, tout comme celle des forces de l'ordre, et à vrai dire du pays tout entier. La France ces jours-là fut un grand pays. Le président et le gouvernement ont retrouvé leur popularité. Mais ce n'est pas à moi de donner des conseils sur le meilleur usage.

Pourquoi y a-t-il toujours plus de chômage en France, au contraire de l'Allemagne ou du Royaume-Uni ?

J'hésite à comparer. Mais je crois que la France souffre d'un manque de réformes dites « structurelles », de réformes qui portent sur l'essentiel. La France sait ce qu'elle a à entreprendre. Elle doit soigneusement examiner les faiblesses de son droit du travail.

Les lois Macron vont-elles assez loin pour que votre commission accorde en mars un délai supplémentaire pour réduire le déficit à 3 % du PIB ?

On a l'impression que le pays est en train de bouger. Nous voudrions voir la France renforcer ses réformes, en nombre comme en intensité. C'est ce que j'ai dit à François Hollande il y a quelques jours. Côté finances publiques, il n'y pas d'autre remèdes que de la consolidation budgétaire. Les sanctions font partie de l'arsenal. Ce n'est pas la peine d'en agiter la menace en permanence. L'Europe ne se dirige pas à coups de punition. Mais au bout du compte, un pays ne peut pas échapper aux sanctions s'il ne respecte pas les règles. Angela Merkel consent à ce que la Commission soit plus « flexible » sur la règle budgétaire. Elle a accepté que la BCE crée massivement de la monnaie. La Grèce est un autre défi.

Après cinq ans, croyez-vous la chancelière prête à desserrer l'étau ?

Je suis assez surpris de lire, notamment en France, qu'Angela Merkel serait en train de perdre de son influence. Il ne faut ni sous-estimer ni surestimer - l'influence de l'Allemagne. J'ai suivi la crise de bout en bout. D'autres gouvernements, parfois mêmes socialistes, étaient beaucoup plus sévères à l'égard de

la Grèce, par exemple. Cette impression d'un diktat, d'une machine allemande qui laminerait toute contradiction est parfaitement erronée.

